



De la parole aux actes

Programme d'action sur la couverture santé
universelle du mouvement pour la CSU

Équipe spéciale sur la réunion de
haut niveau sur la CSU

CSU2030
Agir pour la couverture santé universelle



#UHCHLM
#HEALTHFORALL





Table des matières

Il est temps d'agir	4
Domaine d'action 1. Soutenir l'initiative politique pour la couverture santé universelle	5
Domaine d'action 2. Ne laisser personne de côté.....	6
Domaine d'action 3. Adopter des législations et réglementations favorables	7
Domaine d'action 4. Renforcer les personnels de santé et d'aide à la personne pour assurer des soins de qualité.....	8
Domaine d'action 5. Investir plus, investir mieux.....	9
Domaine d'action 6. Avancer ensemble vers la couverture santé universelle.....	10
Domaine d'action 7. Garantir l'égalité des genres dans la santé.	11
Domaine d'action 8. Connecter la couverture santé universelle et la sécurité sanitaire.	12



Il est temps d'agir

Une action urgente est nécessaire dès aujourd'hui pour faire de la couverture santé universelle une réalité pour tous, partout. La couverture santé universelle (CSU) suppose que toutes les personnes disposent d'un accès aux services de santé de qualité qu'il leur faut, à l'endroit et au moment où elles en ont besoin, y compris pendant les urgences, sans que cela leur occasionne des difficultés financières. Pourtant, au moins la moitié de la population mondiale ne bénéficie toujours pas des services de santé essentiels. Chaque année, près de 70 millions de personnes sont plongées dans l'extrême pauvreté pour avoir payé de leur poche des services, ce qui empêche de trop nombreuses personnes de jouir de leur droit à la santé physique et mentale.

En 2019, les dirigeants mondiaux ont approuvé la déclaration politique de santé la plus ambitieuse et complète de l'histoire au cours de la réunion de haut niveau des Nations Unies consacrée à la couverture santé universelle. Ils se sont engagés à faire en sorte que toutes les personnes aient accès, d'ici à 2030, à « des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments, des vaccins, des outils de diagnostic et des technologies sanitaires de base de qualité, sûrs, efficaces et abordables », sans connaître de difficultés financières et sans discrimination. Même si la majorité des pays considèrent la couverture santé universelle comme un objectif qui figure dans leurs législations et plans nationaux, ils ont pris peu de mesures d'application et ont accordé un financement public insuffisant à la couverture santé universelle.

La pandémie de COVID-19 a souligné la nécessité de mettre en place la couverture santé universelle pendant les crises et dans les périodes plus calmes, et a fait comprendre que la couverture santé universelle et la sécurité sanitaire mondiale sont deux objectifs inextricablement liés. Avec l'aggravation de la crise climatique et des conflits armés, le creusement des inégalités, la multiplication des pandémies et l'instabilité croissante des économies, les pays qui disposent de systèmes de santé équitables et résilients sont mieux à même de prendre des mesures de prévention, de préparation et de riposte face aux urgences sanitaires qui menacent la sécurité sanitaire mondiale.

Même avant la pandémie de COVID-19, les progrès pour parvenir à une couverture santé universelle étaient insuffisants et nous sommes maintenant encore plus éloignés de nos objectifs. La pandémie a gravement désorganisé les systèmes de santé et les services essentiels. Avec les conséquences sanitaires et économiques conjuguées du COVID-19, beaucoup de personnes font face à des contraintes financières accrues pour avoir accès aux soins. Les difficultés financières devraient probablement s'aggraver pour celles qui payent de leur poche les services de santé, en particulier les populations vulnérables et défavorisées. Si les dépenses publiques de santé ont augmenté pendant la pandémie, les niveaux de dépenses sanitaires ont été instables dans les pays à revenu faible ou intermédiaire ces deux dernières décennies et peuvent reculer à nouveau dans un avenir proche.

Le moyen de parvenir à la couverture santé universelle et à la sécurité sanitaire est de renforcer les systèmes de santé. L'approche la plus inclusive, équitable et rentable est celle des soins de santé primaires. Quatre-vingt-dix pour cent des interventions essentielles pour la couverture santé universelle peuvent être administrées par le biais des soins de santé primaires. Les soins de santé primaires sont aussi largement considérés comme essentiels pour consolider la résilience des systèmes de santé de façon à se préparer aux chocs et aux crises, y répondre et s'en remettre. Pour parvenir à la couverture santé universelle, les dirigeants doivent faire des investissements durables dans les systèmes de santé, en les dotant de ressources suffisantes et en protégeant les personnels de santé et d'aide à la personne, de même qu'en travaillant avec les communautés, la société civile et le secteur privé. Les responsables doivent aussi s'attaquer aux facteurs qui entravent les progrès vers la couverture santé universelle et la sécurité sanitaire, et également promouvoir l'équité des groupes vulnérables et marginalisés, l'égalité entre hommes et femmes, la redevabilité, les droits de l'homme et la prospérité économique.

En 2023, les dirigeants mondiaux ont une occasion unique de redynamiser les progrès vers la santé pour tous s'ils prennent des mesures urgentes pour appliquer les réformes de la couverture santé universelle, dans une approche de responsabilisation. Profitant de l'occasion offerte par les trois réunions de haut niveau des Nations Unies sur la santé en 2023 (couverture santé universelle, prévention, préparation et riposte face aux pandémies, et tuberculose) et au-delà, les pays et les acteurs concernés peuvent faire de la couverture santé universelle un objectif et un cadre pour la santé et le bien-être ainsi que des défis sanitaires mondiaux plus vastes, pour renforcer la résilience nationale et internationale et améliorer la sécurité sanitaire mondiale.



Domaine d'action 1. Soutenir l'initiative politique pour la couverture santé universelle.

Les dirigeants politiques ont maintenant constaté l'importance de la couverture santé universelle pour leur société et leur économie, compte tenu de leur expérience pendant la pandémie et des répercussions actuelles des conflits et de la crise climatique.

Les gouvernements ont le pouvoir et la responsabilité de réaliser le droit des personnes à la santé, dans le cadre de leur contrat social. Pour y parvenir, il faut que les chefs de gouvernement, les ministres de la santé, de l'économie et des finances, ainsi que d'autres ministères compétents, et les parlementaires fassent preuve d'initiative, de volonté politique, qu'ils classent les priorités, se centrent sur une action favorisant la cohésion et sur la mise en œuvre. La direction politique est essentielle pour ancrer la couverture santé universelle comme objectif des cadres politiques et des budgets nationaux dans le domaine de la santé, et pour veiller à ce que le droit à la santé devienne une réalité pour tous, partout.

Actions prioritaires

- **Assurer une direction stratégique au plus haut niveau politique pour promouvoir la couverture santé universelle comme priorité politique nationale par le biais d'une approche de l'ensemble du gouvernement.** Inclure la couverture santé universelle comme objectif des cadres politiques nationaux dans le domaine de la santé, en lien stratégique avec des priorités interministérielles plus larges comme la sécurité sanitaire, la stabilité sociale, le climat, l'économie et les finances.
- **Consolider et financer un panier complet de soins essentiels fondé sur les besoins épidémiologiques et la charge de morbidité, en donnant la priorité aux soins de santé primaires comme fondement des systèmes de santé, aussi bien pour la couverture santé universelle que pour la sécurité sanitaire.** Doter les personnels de santé de ressources suffisantes, intégrer les programmes et interventions de promotion de la santé et de prévention des maladies, et aborder les déterminants sociaux de la santé en connectant et finançant des services et capacités partagés.
- **Encourager et soutenir le rôle de direction et la mobilisation des autorités sous-nationales, des communautés, de la société civile et du secteur privé en faveur de la couverture santé universelle.** Garantir l'appropriation locale pour affirmer le rôle et la responsabilité de premier plan des pouvoirs publics à tous les niveaux en travaillant avec les patients, la société civile, les communautés et le secteur privé afin d'influencer les progrès sur la voie de la couverture santé universelle.

Repères 2025

- Les cadres politiques nationaux et sous-nationaux dans le domaine de la santé incluent des cibles et des objectifs spécifiques et mesurables pour relever la couverture santé universelle en élargissant les soins de santé primaires et avec un panier complet de soins essentiels, en améliorant la protection financière et en élargissant la couverture démographique, dans la perspective de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).
- Les budgets publics prévoient les dispositions financières requises pour atteindre ces cibles et objectifs.



Domaine d'action 2. Ne laisser personne de côté.

La santé est consacrée comme un droit fondamental de tout être humain et c'est le devoir des gouvernements de protéger, de promouvoir et d'honorer le droit à la santé. En investissant dans le secteur de la santé, les pays retirent aussi des avantages économiques et sociaux, car la couverture santé universelle contribue substantiellement à la réduction de la pauvreté et à la promotion de l'équité et de la cohésion sociale.

Si beaucoup de pays ont réduit les obstacles aux soins de santé et à la protection financière, les inégalités pour les groupes vulnérables et défavorisés, notamment les jeunes, les femmes, les réfugiés, les migrants et les populations déplacées, sont devenues plus marquées. Cet impact inégal sera exacerbé par les crises en cours, y compris le changement climatique. Au moins la moitié de la population mondiale n'a pas accès aux services de santé essentiels et, chaque année, près de 70 millions de personnes sont plongées dans l'extrême pauvreté pour avoir payé de leur poche des soins de santé essentiels.

La pandémie de COVID-19 a encore accentué les inégalités dans l'accès des personnes aux services de santé dont elles ont besoin, mettant en lumière la nécessité d'une couverture santé universelle, pendant les crises et dans les périodes plus calmes. Faire en sorte que les politiques intersectorielles soient conçues de façon à s'attaquer aux inégalités dans les cadres politiques nationaux du domaine de la santé et d'autres secteurs améliorera l'accès équitable aux services de santé et contribuera à la protection financière des groupes vulnérables et défavorisés.

Actions prioritaires

- **Veiller à ce que tous les cadres politiques nationaux du secteur de la santé répondent aux besoins sanitaires des groupes vulnérables et défavorisés tout au long de leur vie.** S'engager à ne laisser personne de côté en garantissant un accès universel à des services de santé de qualité sans difficulté financière. Donner la priorité à un panier complet de services essentiels, les soins de santé primaires constituant le fondement des systèmes de santé, et veiller à ce que les populations les plus vulnérables et défavorisées aient accès à ce panier et qu'elles l'utilisent.
- **Supprimer les barrières fondées sur de multiples types de discrimination dans tous les cadres politiques nationaux et locaux du secteur de la santé.** Revoir les politiques multisectorielles pour inclure la lutte contre la discrimination, l'accessibilité et un universalisme progressiste, et garantir l'alignement sur les instruments internationaux des droits de l'homme et d'autres conventions internationales. Associer les prestataires de services non gouvernementaux, communautaires et autres qui desservent spécifiquement les groupes vulnérables et défavorisés à la conception de la politique sur la couverture santé universelle.
- **Recueillir les meilleures connaissances et informations disponibles pour concevoir les politiques et mesurer les progrès sur la voie de la couverture santé universelle en vue de ne laisser personne de côté.** Surveiller et évaluer les progrès à l'aide d'indicateurs et d'analyses de données essentielles, y compris les indicateurs nationaux sur la réalisation des ODD, l'indice de couverture des services de la couverture santé universelle et des données sur l'accès au panier de soins essentiels, les soins de santé primaires, la protection financière et la couverture. Garantir l'institutionnalisation de l'enregistrement à l'état civil et la collecte régulière des statistiques démographiques en tant qu'ensemble de base des statistiques sur la santé de la population. Ventiler systématiquement les données par facteurs de stratification, notamment le genre, l'âge, la race, la classe sociale, la situation géographique et le handicap/la capacité, pour s'assurer que nul n'est laissé de côté.

Repères 2025

- Les cadres politiques nationaux du secteur de la santé accordent la priorité aux groupes vulnérables et défavorisés tout au long de leur existence en renforçant l'accès universel à des services et des produits de santé de qualité. Les politiques sont conçues, les ressources intérieures sont mobilisées et les budgets sont alloués pour garantir la lutte contre la discrimination, l'accessibilité et un universalisme progressiste.
- Les pays surveillent et évaluent leurs progrès conformément aux indicateurs agréés sur la réalisation des ODD, notamment en procédant de manière systématique à l'analyse ventilée par facteurs de stratification tels que le genre, l'âge, la race, la classe sociale, la situation géographique et le handicap/la capacité.



Domaine d'action 3. Adopter des législations et réglementations favorables.

Les politiques, les législations et les réglementations qui intègrent la couverture santé universelle et la sécurité sanitaire et qui créent un environnement propice à l'utilisation de technologies et d'innovations de santé renforceront la résilience économique et sociale future.

Il est essentiel de renforcer la mise en œuvre des réformes dans la perspective de la couverture santé universelle. Les parlementaires et d'autres décideurs ont un rôle clé à jouer à cet égard. Les cadres politiques nationaux du secteur de la santé, y compris les paniers de soins essentiels, doivent être fondés sur de solides dispositions juridiques et régulatrices et de bonnes capacités institutionnelles, des conditions qui sont capitales pour appliquer les engagements en faveur de la couverture santé universelle d'une manière qui réponde aux besoins des personnes, soit conforme aux accords internationaux et ne laisse personne de côté.

Actions prioritaires

- **Créer des cadres législatifs favorables qui renforcent les systèmes de santé.** Entreprendre des réformes constitutionnelles, le cas échéant ; adopter et appliquer des lois conformes aux normes et accords internationaux, notamment aux instruments des droits de l'homme, et au Règlement sanitaire international 2005.
- **Mettre en œuvre des politiques, législations et réglementations pour un panier complet de soins essentiels, une protection financière, des soins de santé primaires et des services intégrés qui soutiennent la couverture santé universelle et la sécurité sanitaire.** Adopter les cadres juridiques et régulateurs éthiques, intégrés et réactifs qui sont nécessaires pour créer et soutenir des institutions de santé efficaces, les personnels de santé et les écosystèmes de soins de santé dans l'ensemble des secteurs et des niveaux de gouvernement pour accélérer l'application, y compris pour la prévention et les services axés sur les déterminants de la santé. Faire en sorte que les programmes de santé soient dotés de ressources suffisantes et durables et qu'ils permettent des modèles de prestation des soins novateurs, de façon à optimiser le rôle de tous les agents de santé.
- **Adopter des politiques, des législations et des réglementations qui renforcent les écosystèmes pour la technologie et l'innovation dans les soins de santé, de manière à accélérer les progrès sur la voie de la couverture santé universelle.** Élargir l'emploi sûr, accessible et à un coût abordable des technologies et innovations de santé, en se concentrant sur celles qui élargissent la couverture santé universelle et relèvent la qualité des services de santé, comme la connectivité avec Internet, l'utilisation commune de plateformes numériques et la télémédecine. Créer un écosystème durable, renforcer les évaluations des interventions et technologies de santé, définir des cadres juridiques pour la gouvernance des données et promouvoir la diffusion de connaissances sanitaires élémentaires et l'accès des patients à leurs propres données.

Repères 2025

- Des législations et des réglementations sont promulguées et dotées de ressources pour accélérer les réformes de la couverture santé universelle, conformément aux cibles des ODD, et pour permettre l'emploi sûr, accessible et à un coût abordable des technologies et innovations de santé.
- Des objectifs nationaux mesurables pour la mise en œuvre d'un panier de soins essentiels, de la protection financière, des soins de santé primaires et de services intégrés qui soutiennent la couverture santé universelle et la sécurité sanitaire sont introduits dans les législations et réglementations.
- Les progrès sont suivis et évalués.



Domaine d'action 4. Renforcer les personnels de santé et d'aide à la personne pour assurer des soins de qualité.

Les personnels de santé et d'aide à la personne sont essentiels pour garantir la bonne santé des populations, des sociétés et des économies. Ils jouent un rôle déterminant pendant les pandémies, les conflits, les catastrophes naturelles et d'autres urgences. Dans toutes les situations, les femmes exercent des fonctions de premier plan, assumant la plupart des services essentiels de santé et d'aide à la personne de première ligne.

Pour parvenir à une couverture santé universelle d'ici à 2030, il faut pouvoir compter sur des personnels solides, préservés et protégés qui assurent des services de santé et d'aide à la personne de qualité. Néanmoins, les pénuries d'agents de santé et d'aide à la personne là où ils sont les plus nécessaires, leur environnement et leurs conditions de travail difficiles menacent la mise en place de la couverture santé universelle. Cette situation risque d'être encore exacerbée par la mobilité et les migrations depuis les pays à revenu faible ou intermédiaire vers des pays riches en ressources, et des zones rurales vers les zones urbaines.

Actions prioritaires

- **Appliquer les accords internationaux en vigueur pour reconnaître que les personnels de santé et d'aide à la personne constituent le fondement de systèmes de santé résilients et pour les doter de ressources suffisantes.** Garantir l'égalité des genres dans les rôles de direction, combler l'écart salarial entre hommes et femmes, et reconnaître et rémunérer les agents de santé et d'aide à la personne sous-payés et non payés, y compris les agents de santé communautaires. Affirmer son attachement à la Stratégie mondiale sur les ressources humaines pour la santé à l'horizon 2030 de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), aux conclusions de la Commission de haut niveau des Nations Unies sur l'emploi dans le secteur de la santé et la croissance économique, et au Plan d'action 2022-2030 « S'engager pour la santé ». Quand les agents de santé sont attirés par le biais des migrations internationales, investir dans le développement des personnels de santé dans leur pays d'origine.
- **Appliquer une planification et un financement robustes pour retenir, élargir et protéger les personnels de santé et d'aide à la personne.** Définir des plans nationaux d'action et d'investissement en matière de ressources humaines qui augmentent et maintiennent le financement de la santé et la planification pour la création d'emplois et le recrutement, le développement, la rétribution, la formation et la rétention des personnels de santé, en particulier des agents de santé communautaires et de première ligne. Offrir des conditions de travail saines, sûres et décentes, alignées sur le Pacte mondial de l'OMS pour les personnels de santé et d'aide à la personne, et concevoir des politiques destinées à s'attaquer à la charge inégale du travail non rémunéré. Préserver et protéger les personnels de santé et d'aide à la personne, y compris les agents de santé communautaires et de première ligne. Mettre en œuvre le Code de pratique mondial de l'OMS pour le recrutement international des personnels de santé.
- **Investir dans des modèles novateurs pour améliorer la qualité de la santé et des soins, et favoriser la confiance.** Assurer des services intégrés auxquels la population fait confiance et qu'elle souhaite utiliser, en veillant à ce que ces services soient respectueux, totalement réceptifs, dynamiques et bien gérés, avec des points d'entrée fiables dans chaque communauté. Investir dans des institutions qui forment et éduquent les futurs personnels de santé et d'aide à la personne, et qui surveillent et évaluent la qualité des soins. Créer des écosystèmes favorables pour la technologie et l'innovation dans les soins de santé. Mettre au point des modèles novateurs de prestation des soins, sous la direction d'équipes multidisciplinaires de personnels de santé et d'aide à la personne, comme des infirmières, des sages-femmes et des professionnels de santé associés, et promouvoir la pratique avancée.

Repères 2025

- Conformément à la réalisation de la cible 3.c des ODD, les cadres politiques nationaux du secteur de la santé comprennent des plans d'action et d'investissement en faveur des ressources humaines pour accroître le financement, le recrutement, le développement, la rétribution, la formation et la rétention des personnels de santé ; ils corrigent les déficits de main-d'œuvre et créent des plans financiers propres à rétribuer correctement les personnels de santé et d'aide à la personne ; ils s'efforcent de parvenir à l'égalité des genres dans le leadership et d'éliminer les écarts salariaux entre hommes et femmes pour établir une rémunération juste.
- Dans les pays qui bénéficient de la migration des personnels de santé, les investissements dans la formation des personnels de santé sont surveillés.
- Les progrès sont contrôlés et évalués, notamment les modèles novateurs de prestation des soins, afin d'améliorer la qualité des soins de santé et la confiance.



Domaine d'action 5. Investir plus, investir mieux.

La couverture santé universelle est un fondement important pour la bonne santé des personnes, des sociétés et des économies, et elle rend les pays plus résilients pendant les urgences sanitaires. Des niveaux constants de dépenses publiques de santé sont essentiels pour progresser sur la voie de la couverture santé universelle. Les soins de santé primaires représentent un investissement capital aussi bien pour la couverture santé universelle que pour la sécurité sanitaire.

Les réformes en faveur de la couverture santé universelle doivent être prioritaires dans les budgets de la santé et les stratégies nationales de financement, avec l'alignement du financement des partenaires internationaux sur les priorités sanitaires nationales. Il a été démontré qu'un accroissement des dépenses publiques accroît la couverture des services. Si la protection financière s'améliore aussi avec les dépenses publiques, les progrès varient largement entre pays. L'amélioration de la protection financière peut être complexe, car elle exige de créer de manière systématique des politiques et des institutions qui gouvernent et gèrent les systèmes de santé.

En dépit des perspectives économiques actuelles et du contexte macro-fiscal, les pays doivent continuer à utiliser les finances publiques intérieures pour investir plus et mieux dans leurs propres systèmes de santé, avec des méthodes de financement efficaces et rentables, qui améliorent la santé de la population et rendent les systèmes de santé plus équitables et résilients.

Actions prioritaires

- **Accroître et stabiliser les niveaux des dépenses publiques de santé pour rendre les systèmes de santé plus résilients et équitables.** Centrer des dépenses publiques constantes sur l'accès universel à un panier de soins garantis, aux soins de santé primaires et à des services intégrés, soutenus par des personnels de santé dotés de ressources suffisantes. Compte tenu des niveaux actuels des dépenses de santé, il serait souhaitable que les pays à revenu faible ou intermédiaire aspirent à augmenter et stabiliser leurs dépenses publiques de santé et adoptent des objectifs de dépenses appropriés au niveau national, dans l'idéal au moins à 5 % du produit intérieur brut (PIB) ou plus.¹ Les pays à revenu faible ou intermédiaire devraient catalyser et aligner l'aide publique au développement sur les priorités nationales de santé et de financement pour la couverture santé universelle. Ils devraient faire la transition vers un financement durable et constant grâce à la mobilisation de ressources intérieures, notamment les partenariats public-privé.
- **Relever le financement des soins de santé primaires pour renforcer les systèmes de santé et étendre les services.** Donner la priorité aux dépenses publiques additionnelles en faveur du panier de services le plus rentable et équitable et des soins de santé primaires. Les pays à revenu faible ou intermédiaire exigent les investissements proportionnellement les plus importants et devraient orienter aussi bien les ressources publiques intérieures que l'aide publique au développement vers les soins de santé primaires.
- **Investir plus pour renforcer la protection financière.** Utiliser plus efficacement les dépenses publiques de santé pour garantir l'accès de tous aux services de santé dont ils ont besoin tout en réduisant le plus possible les paiements à la charge des patients pendant leur vie. Accroître les dépenses de santé publique et avoir recours au financement commun de la santé pour améliorer la protection financière, avec des mécanismes tels que la taxation progressive et les subventions publiques pour veiller à ce que nul ne soit appauvri en raison des paiements à la charge des patients pour les soins de santé essentiels. Doter de ressources et répartir les services de santé essentiels et les médicaments essentiels dans l'ensemble du pays pour veiller à ce qu'ils parviennent à toutes les personnes qui en ont besoin, notamment les groupes les plus vulnérables et défavorisés.

Repères 2025

- Les pays ont amélioré la protection financière pour garantir l'accès de toutes les personnes aux services de santé dont elles ont besoin ; ils surveillent et évaluent la protection financière conformément aux cibles de l'ODD 3 pour la couverture santé universelle.
- Ils ont augmenté leurs dépenses pour les soins de santé primaires.
- Les pays à revenu faible ou intermédiaire ont relevé et stabilisé leurs niveaux de dépenses de santé, dans l'idéal au moins à 5 % du PIB ou plus.¹
- Une proportion accrue de l'aide publique au développement est alignée sur les priorités nationales de santé et de financement pour la couverture santé universelle et donne la priorité au soutien des soins de santé primaires.

¹ Conscients des défis économiques mondiaux actuels, l'OMS, la Banque mondiale et l'OCDE suggéreront aux États membres, dans la perspective de la réunion de haut niveau sur la santé universelle, de fixer des objectifs de dépenses durables et appropriés au niveau national pour des investissements de qualité dans les systèmes de santé, conformément aux stratégies nationales de développement durable, et de passer à un financement durable grâce à la mobilisation des ressources publiques nationales.



Domaine d'action 6. Avancer ensemble vers la couverture santé universelle.

Les gouvernements ne peuvent progresser sur la voie de la couverture santé universelle sans les acteurs qui jouent un rôle essentiel pour élaborer, examiner et mettre en œuvre les cadres politiques nationaux du secteur de la santé.

La participation et la coordination systématiques de tous les acteurs intéressés rendent les systèmes de santé plus transparents et les responsabilisent, étayent le contrat social entre un État et sa nation, et favorisent la confiance, un sentiment qui peut être exploité dans le contexte d'une urgence. Il est possible de faire davantage pour affermir la gouvernance d'écosystèmes multipartites au sein du secteur de la santé, en associant la totalité des parties prenantes, notamment tous les niveaux de gouvernement, les communautés, la société civile, les patients, les jeunes et le secteur privé.

Actions prioritaires

- **Prôner une gouvernance participative et inclusive, et coordonner une approche englobant véritablement l'ensemble de la société pour la couverture santé universelle et la sécurité sanitaire.** Démontrer la priorité politique en allouant des ressources financières suffisantes et stables à la participation sociale et en renforçant le contrat social.
- **Institutionnaliser les mécanismes de gouvernance inclusive de la santé et adopter des cadres politiques qui permettent la participation sociale et lui donnent des ressources.** Concevoir et appliquer des mécanismes participatifs qui offrent à tous les groupes de la société les moyens de participer à la prise de décisions en matière de santé, en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables et défavorisés. Associer les principaux acteurs aux mécanismes de redevabilité pour la gouvernance de la santé, y compris les partenaires internationaux, le cas échéant. Aligner les ressources politiques, techniques et financières sur les priorités gouvernementales en matière de redevabilité. Surveiller et évaluer les progrès sur la voie de la couverture santé universelle.
- **Promouvoir la confiance et la transparence en renforçant la redevabilité dans la gouvernance de la santé.** Investir dans un organe national indépendant de responsabilité financière qui assure la participation active de tous les acteurs concernés. Corriger les conflits d'intérêts, les déséquilibres de pouvoir et les interférences d'industries présentant des risques pour la santé au moyen de procédures bien gérées qui permettent de limiter les conséquences des industries nocives pour la santé sur les individus et les sociétés.

Repères 2025

- Les cadres politiques nationaux du secteur de la santé établissent des mécanismes participatifs inclusifs pour un véritable engagement de toutes les parties prenantes, notamment les communautés, la société civile, les patients, les jeunes, le secteur privé et, le cas échéant, les partenaires internationaux ; un organe indépendant de responsabilité financière a été créé.
- Des ressources nationales suffisantes ont été allouées à une gouvernance inclusive de la santé, et les ressources internationales ont été alignées sur les priorités nationales pour la gouvernance.



Domaine d'action 7. Garantir l'égalité des genres dans la santé.

L'égalité entre hommes et femmes, avec notamment des droits égaux et un accès sur un pied d'égalité aux services, est capitale pour réaliser la couverture santé universelle et ne laisser personne de côté. L'égalité des genres dans les effectifs de santé est un élément nécessaire pour parvenir à la couverture santé universelle.

L'égalité entre hommes et femmes dans la santé stimule le bien-être et le développement socio-économique tout au long de l'existence. Les politiques et les services de santé devraient être conçus de façon à tenir compte du genre et s'attaquer aux inégalités entre hommes et femmes dans la conception des stratégies, des politiques, du financement, des programmes et des services. La réalisation de la santé et des droits relatifs à la sexualité et à la procréation est peu coûteuse et efficace, et c'est un impératif pour progresser vers la couverture santé universelle.

Les femmes constituent la majorité des agents de santé et assurent la plupart des services de santé essentiels de première ligne. Néanmoins, elles sont sous-représentées dans les instances de direction du secteur de la santé et de la politique, et gagnent en moyenne 24 % de moins que leurs collègues masculins. Des données ventilées par genre sont cruciales pour améliorer la conception des politiques pour les personnes de toutes identités de genre.

Actions prioritaires

- **Éliminer les inégalités entre hommes et femmes et la discrimination sexiste dans la conception et la réalisation des politiques et services de santé.** Renforcer la réactivité des politiques de santé et déployer des services de santé soucieux d'égalité des genres pour lever les obstacles à la santé liés au genre et donner accès sur un pied d'égalité aux femmes et aux filles. Veiller à ce que des services comme ceux qui se rapportent à la santé et aux droits relatifs à la sexualité et à la procréation soient inclus dans le panier de soins essentiels et qu'ils soient dotés de ressources et utilisés, notamment en éliminant les normes de genre nocives et d'autres barrières liées à l'inégalité des genres. Appliquer une budgétisation et un suivi de la couverture santé universelle dans une optique soucieuse d'égalité des genres, et assurer des systèmes de financement équitables qui soient participatifs, accessibles et réduisent le plus possible les dépenses de santé que supportent les femmes tout au long de leur vie.
- **Garantir l'égalité des genres dans les systèmes de santé et la prise de décisions sanitaires à tous les niveaux, combler l'écart salarial entre hommes et femmes, et apprécier et rémunérer suffisamment les personnels de santé et d'aide à la personne non rémunérés et sous-rémunérés, y compris les agents de santé communautaires.** Veiller à faire entendre des voix soucieuses d'égalité des genres lors de la détermination des droits, du leadership, de la représentation, du salaire, de la protection et de conditions de travail sûres et décentes. Faire en sorte que l'ensemble des stratégies et plans nationaux tiennent compte des priorités en matière de parité entre les genres, et créer des objectifs assortis de délais pour les fonctions de direction et l'égalité salariale. Inclure le même nombre de femmes de groupes divers que d'hommes dans la conception de la couverture santé universelle, la prise de décision, la redevabilité et le suivi depuis le niveau communautaire jusqu'au niveau mondial. Protéger leurs droits fondamentaux et créer des environnements de travail sains, sûrs et décents, épargnés par la violence, le harcèlement et la discrimination. Sensibiliser et mobiliser les hommes et les garçons pour qu'ils soutiennent l'égalité des genres afin de parvenir à une meilleure santé pour tous.
- **Recueillir les meilleures connaissances et informations sur les priorités et les obstacles de genre pour améliorer la conception des politiques et programmes.** Mesurer les progrès à l'aide des indicateurs des ODD et d'un ensemble normalisé de données ventilées. Séparer de manière systématique les données par genre et autres facteurs de stratification pour veiller à ce que nul ne soit laissé de côté.

Repères 2025

- Des politiques et des services de santé tenant compte du genre, y compris l'accès universel aux services de santé en matière de sexualité et de procréation, sont conçus et intégrés dans les cadres politiques nationaux du secteur de la santé, avec des objectifs assortis de délais et des mécanismes de redevabilité mis en place à l'horizon 2030, en particulier des cibles pour l'égalité dans les fonctions de direction, la parité salariale et des conditions de travail saines, sûres et décentes.
- Les pays surveillent et évaluent les progrès vers la couverture santé universelle dans des analyses ventilées par genre et autres facteurs de stratification.



Domaine d'action 8. Connecter la couverture santé universelle et la sécurité sanitaire.

La couverture santé universelle et la sécurité sanitaire mondiale sont deux objectifs inextricablement associés qui sont ancrés dans les systèmes de santé de chaque pays. Les dirigeants doivent agir dès maintenant pour concevoir et doter de ressources des approches intégrées qui soutiennent la couverture santé universelle de même que les capacités de prévention, de préparation et de riposte face aux urgences sanitaires, dans le cadre d'efforts plus larges pour construire des systèmes de santé équitables et résilients.

Il est impératif d'intégrer les leçons des urgences et des crises, notamment de la pandémie de COVID-19. Tandis que le monde rencontre de multiples difficultés qui influent sur la santé, notamment le changement climatique, les pandémies et les conflits, la sécurité sanitaire future dépend de la mise en place de l'accès universel aux services de santé.

Actions prioritaires

- **Transformer les systèmes de santé et favoriser la résilience par des approches intégrées qui connectent la couverture santé universelle à la sécurité sanitaire afin de garantir la capacité de préparation, de prévention, de détection et de riposte face aux flambées de maladies et autres urgences sanitaires.** Pour une résilience sociale et économique future, se centrer sur une planification et une préparation intégrées pour la prestation des services, la couverture et la protection financière, en mettant l'accent sur les soins de santé primaires.
- **Renforcer la confiance des communautés à l'égard de la science, des vaccins et des institutions de santé publique.** Dans les cadres politiques nationaux du secteur de la santé, donner la priorité à l'expansion des fonctions essentielles de santé publique qui contribuent aussi bien à la couverture santé universelle qu'à la sécurité sanitaire. Promouvoir la prévention et la détection précoce des maladies grâce aux services de vaccination, à un accès élargi aux diagnostics et à une meilleure surveillance. Agir résolument contre la désinformation en matière de santé.
- **Protéger les personnes contre les interruptions des services de santé essentiels pendant les urgences.** Dans les cadres politiques nationaux du secteur de la santé et dans la programmation internationale, définir des plans et allouer des ressources pour garantir la poursuite de la prestation des services de santé essentiels par le biais des soins de santé primaires pendant les urgences, y compris la continuité de la chaîne d'approvisionnement, de la protection financière et des fonctions de santé publique, conformément aux principes humanitaires.

Repères 2025

- Les cadres politiques nationaux du secteur de la santé définissent des plans pour garantir le maintien de la couverture santé universelle pendant les urgences, en collaborant étroitement avec les communautés touchées.
- Des approches intégrées sont prioritaires pour les investissements à l'appui de la couverture santé universelle et elles se centrent sur la mise en place de systèmes de santé résilients et équitables qui étayent les capacités de prévention, de préparation et de riposte face aux urgences sanitaires, avec des indicateurs clairs et mesurables pour la mise en œuvre.
- Les pays surveillent de manière systématique le niveau de confiance à l'égard des systèmes de santé et ont réduit la désinformation en matière de santé.